

Office du tourisme du gouvernement canadien—
307. Encouragement du tourisme au Canada, y compris subvention de \$5,000 à l'Association canadienne du tourisme, \$3,019,963.

L'hon. M. Pickersgill: Le ministre peut-il nous dire si des changements sont intervenus au sein de l'Office du tourisme du gouvernement canadien?

L'hon. M. Dinsdale: Oui. Le plus grand changement est, je crois, la décision d'ouvrir un bureau à San Francisco. Le projet est en train et nous pensons que si le service fonctionne au début de juin, ce sera assez tôt pour faire face aux exigences de la prochaine saison touristique. Nous avons effectué une étude préliminaire du marché du Royaume-Uni et des pays d'Europe, mais aucune décision n'a encore été prise à ce propos. Nous estimons cependant devoir accentuer notre activité dans cette zone, surtout en vue des préparatifs de la célébration du centenaire prévue pour 1967 et aussi pour nous mettre au pas des États-Unis qui y ont intensifié leurs efforts.

L'hon. M. Pickersgill: C'est précisément ce que je pensais. Il me semble que, vu l'énorme augmentation des richesses dans les pays d'Europe et les changements survenus dans la question du change, ce qui a permis aux Européens qui n'avaient pu voyager pendant 15 ans de venir en Amérique du Nord, nous ne devrions pas laisser tous ces voyageurs aller aux États-Unis sans s'arrêter au Canada, s'il y a moyen de les attirer ici. Je sais bien que nos lignes aériennes et nos compagnies de navigation, comme le Pacifique-Canadien, la Cunard et peut-être même certaines autres lignes comme la *Greek Line* font beaucoup pour inciter les gens à venir au Canada, mais à mon sens, il s'agit d'un domaine où nous pouvons espérer redresser dans une certaine mesure notre balance déficitaire d'ici trois ou quatre ans. Si le ministre peut nous expliquer davantage cette activité d'exploration et nous dire précisément ce qui se fait pour trouver des débouchés en Europe, je crois que le comité sera intéressé.

L'hon. M. Dinsdale: Je ne sais pas si je puis ajouter quoi que ce soit aux observations que j'ai faites. L'Office du tourisme est parfaitement au courant du défi posé par l'évolution économique de l'Europe. Le directeur, M. Alan Field, est allé faire une étude très minutieuse en Europe l'an dernier. Il a formulé des recommandations sur lesquelles se fondera l'expansion de notre activité dans ce domaine.

L'hon. M. Pickersgill: Fait-on appel aux bons offices d'autres ministères comme celui des Affaires extérieures, de l'Immigration, etc.?

L'hon. M. Dinsdale: Certainement. Les délégués commerciaux s'occupent de cette région. Le haut commissaire du Royaume-Uni s'intéresse vivement à la publicité touristique, dont il est un ardent partisan. L'Office du tourisme du gouvernement canadien collabore le plus étroitement possible avec les services de l'État, comme le ministère des Affaires extérieures, le ministère du Commerce et d'autres, qui travaillent dans ce domaine, ainsi qu'avec des agences de voyages particulières.

M. Garland: J'ai quelques questions à poser. Puis-je déclarer qu'il est six heures?

(La séance suspendue à 6 heures est reprise à 7 heures et demie.)

Reprise de la séance

M. Garland: A six heures, monsieur le président, j'ai signalé que je comptais poser quelques questions au ministre. Mais je n'entends pas, pour autant, répéter les arguments que j'ai avancés, le 21 avril, lorsque nous avons étudié ces questions. Toutefois, j'ai l'impression que le ministre a laissé sans réponse certaines des questions que je lui avais alors adressées. Si je reviens là-dessus, ce n'est pas par parti pris politique, mais uniquement parce que j'espère que nous réussirons peut-être à intéresser le public à ce problème. Je veux parler surtout de notre compte au titre du tourisme.

Je vous signale, monsieur le président, deux chiffres tirés du rapport de la Banque du Canada, qui montrent que la situation ne fait qu'empirer à cet égard: en 1950, nous avions un excédent de 49 millions de dollars, tandis qu'en 1960, dix ans plus tard, nous accusons un déficit de 215 millions. Je le répète, la situation s'aggrave—c'est un fait avéré—et ne sera modifiée que si l'on prend des mesures énergiques et bien conçues, compte tenu de la gravité du problème, afin de rétablir l'équilibre du compte au titre du tourisme entre le Canada et les États-Unis, où notre déficit atteint environ 100 millions de dollars. Je compte revenir là-dessus un peu plus tard.

A ce propos puis-je faire remarquer combien m'ont déçu les mesures qui, selon le ministre, ont été prises en reconnaissance de l'importance de l'apport touristique européen. Il semble que la situation est celle-ci. L'an passé, on a étudié l'affaire. Cette année on étudie ce qu'on a étudié l'an dernier. Peut-être que l'an prochain on commencera à agir. Ce qui fait trois années de perdues, quand nous aurions pu profiter du renouveau de l'économie en Europe. Je constate aussi que